

Le 22 octobre 2013

Mal-être et souffrance au travail à Bercy : « syndrome France Telecom » ?

Le mal-être et la souffrance au travail n'épargnent pas les fonctionnaires ni les agents de « Bercy ». Le constat est connu : les suppressions d'emplois, les restructurations incessantes, le mode de management, l'isolement fonctionnel, l'absence de visibilité, le manque de reconnaissance et la hausse de la charge de travail sont les causes profondes du développement du mal être au travail.

Après 5 années de « révision générale des politiques publiques » (RGPP), le gouvernement actuel a engagé la « modernisation de l'action publique » (MAP) qui, à Bercy, s'avère à bien des égards pire que la funeste RGPP : les suppressions d'emplois se poursuivent (2 départs à la retraite sur 3 non remplacés au sein de la Direction générale des politiques publiques -DGFIP- en 2013), doublées d'une réduction des budgets et d'un effondrement du volume de promotions internes pour des agents dont la qualification augmente pourtant continuellement mais qui voient peu à peu leur avenir se boucher et la reconnaissance de leur technicité s'affaiblir.

Malgré les déclarations d'intention sur les conditions de travail, la prévention des risques professionnels ne s'est pas concrétisée à la DGFIP. Et l'administration refuse encore de faire le lien avec le travail lorsqu'un événement dramatique survient.

Les situations de mal-être voire de souffrance se multiplient au sein des administrations de Bercy.

- Les situations de « burn-out », jusque là résiduelles, sont désormais de plus en plus fréquentes et s'établissent entre 150 et 200 par an pour les situations officiellement déclarées.

- Le nombre de cas de souffrance au travail explose : il a progressé de 57% entre 2008 et 2012. Près de 3000 cas de souffrance au travail déclarés et recensés ont ainsi été dénombrés en 2012. Au surplus, tous les cas ne sont en outre pas officiellement recensés, car de nombreux agents préfèrent intérioriser leur mal-être professionnel et/ou en parler à leur médecin personnel, et ne s'en ouvrent donc pas auprès des médecins de prévention dont le travail, particulièrement utile, met en lumière ce mal être.

Malgré cette réalité, de nouvelles suppressions d'emplois et restructurations sont prévues dans plusieurs administrations du Ministère (2564 suppressions d'emplois sont prévues à Bercy en 2014). Il en va ainsi de la Direction générale des finances publiques, des douanes ou des services centraux.

La capacité d'action du Ministère notamment en matière de contrôle économique, financier et fiscal, s'en trouvera davantage affaiblie. Cet affaiblissement contribue également à la perte de sens des agents, donc à leur mal-être au travail.

Un véritable plan d'amélioration des conditions de travail tel que notre organisation syndicale le demande doit identifier les causes (qui sont notamment : la baisse des moyens humains et financiers, le mode de management, les restructurations...) de ce mal-être. Mais pour l'heure, les pouvoirs publics les ignorent... Le mal-être au travail à Bercy a donc malheureusement de beaux jours devant lui.